

Contexte

La Flandre (grâce à l'accord entre N-VA, CD&V et Open VLD) va supprimer l'obligation de vote aux **élections communales et provinciales**. Au nom de la préservation de la démocratie, les arguments se croisent.

Supprimons l'

Oui

■ La Belgique est un des rares pays à encore l'imposer. Pourquoi conserver cette obligation qui est de moins en moins respectée, ou sanctionnée? Obliger les gens antisystème à aller voter, c'est favoriser les votes pour le Vlaams Belang et le PTB.



Vincent Laborderie
Politologue à l'UCLouvain

En Flandre, l'obligation de vote a été supprimée pour les élections communales et provinciales. N'est-ce pas un coup dur porté à notre démocratie?

Posons le débat: on ne remet pas en question le droit de vote mais bien l'obligation de vote. Cette obligation est une quasi-exception en Europe que seuls quatre pays dont la Belgique (avec le Luxembourg, la Grèce et le Danemark) imposent encore. Il n'est donc pas incongru de considérer que cette obligation ne soit pas une bonne chose. Le vote obligatoire a d'ailleurs été supprimé en 1970 aux Pays-Bas et aucun pays ne l'a récemment imposé.

N'est-ce pas un devoir civique, chèrement acquis, qu'il convient de préserver?

Au niveau philosophique, distinguons l'obligation (légale avec des sanctions à l'appui) et le devoir (moral). À partir du moment où il y a une obligation, le devoir n'existe plus. Si nous avons l'obligation de faire le bien, nous n'avons plus de questionnement moral sur le devoir – ou non – de faire le bien. Dès lors, on ne fait que subir. Pour le vote, c'est justement parce que c'est un devoir civique qu'il faut éviter de l'ériger en obligation. Obliger n'est jamais motivant, demandez à des jeunes qui doivent aller à l'école. Enfin, cette obligation ne se prête guère à la nécessité actuelle de réenchanter la politique.

Le vote obligatoire fut instauré en 1893 en Belgique pour lutter contre l'abstention. N'est-ce plus le cas?

Malgré l'obligation, la Belgique connaît de nos jours un taux d'abstention conséquent. Aux dernières élections (mai 2019), la Région de Bruxelles affichait 16,5% d'abstention auxquels on peut ajouter 6,7% de votes blancs. En Wallonie, les abstentions augmentent d'élection en election. Le message envoyé aujourd'hui est bizarre: voter est une obligation légale mais il n'y a pas de sanctions pour ceux qui, de plus en plus nombreux, contrevennent à la loi. Ce n'est pas la meilleure leçon civique adressée à un Belge de 18 ans.

En Belgique, on parle peu d'abstention, on questionne peu ses chiffres. Par contre, dans des pays où le vote n'est pas obligatoire, l'abstention est mesurée, ses statistiques sont un enjeu de débats et s'avèrent être un thermomètre de la démocratie, une manière de voir le fossé entre les citoyens et le

monde politique. Ici, le principe du vote obligatoire nous prive de ce thermomètre.

Pourquoi le gouvernement flamand (N-VA, Open VLD et CD&V) a-t-il pris cette mesure maintenant?

L'obligation de vote instaure un mécanisme singulier. Des gens antisystème et contre "les politiques, tous pourris" vont voter parce qu'obligés. Sans obligation, ils resteraient chez eux. On considère en Flandre (Open VLD et N-VA surtout) que le vote obligatoire favorise le Vlaams Belang, lequel recueille largement les votes protestataires et non d'adhésion. En mai 2019, le Belang a fort augmenté grâce à, outre les votes antisystème, une campagne sur les réseaux sociaux ciblant des sujets concrets comme la défense des animaux ou un abaissement de l'âge de la pension. Le vote obligatoire a un effet mécanique qui abaisse le niveau du débat. Pour convaincre des gens qui ne s'intéressent pas à la politique et n'ont pas a priori envie de voter, les arguments – souvent en une phrase – ne doivent pas être trop compliqués. Ce type de séduction amène des choix peu éclairés.

Supprimer l'obligation de voter, n'est-ce pas favoriser les gens les plus éduqués?

Pas les plus éduqués mais les plus intéressés par la politique. On a le droit de ne pas s'y intéresser. Obliger ces personnes désintéressées à voter, c'est les amener à voter avec des raisons légères.

Bruxelles, Wallonie ou le fédéral pourraient-ils suivre?

À part le MR, les partis francophones sont assez braqués sur la question, partant de l'idée que les classes populaires voteraient moins en cas de suppression de l'obligation de vote. Ce n'est pas faux. Mais il n'est pas vrai que ces classes populaires votent pour des partis de gauche.

Ne pourraient-ils pas prendre une telle mesure pour contrer la montée du PTB?

Tout à fait. PTB et Vlaams Belang diffèrent mais communiquent de façon similaire sur quelques sujets très concrets, peu développés, avec émotion et qui jouent sur le ras-le-bol.

Entretien: Thierry Boutte



S'abstenir, un acte politique?

"S'abstenir est un acte politique qui délégitime le processus politique. Si tous, nous nous abstenions de voter, le Parlement européen ne pourrait pas siéger faute de députés et donc légiférer. Ce serait forcément un grand pas vers la liberté."

Extrait de "10 arguments contre le vote obligatoire aux élections", par Bertrand Lemennicier, économiste français, professeur ^{ém.} de l'Université Paris Sorbonne.